

Loi sur le vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise votée à la Chambre des Députés

En date du 20 juillet 2023, la Chambre des Députés a voté la loi sur le vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité.

Ce vote marque un changement de paradigme : « Nous ne distinguons plus entre les différents statuts d'une personne, mais nous nous intéressons aux besoins et aux intérêts personnels de chacun. Ainsi, peu importe qu'on soit réfugié, nouveau-arrivant, résident étranger de longue date, travailleur frontalier ou Luxembourgeois, tout le monde peut participer au même titre à tous les programmes, activités et projets. Pour y arriver, nous mettons un accent particulier à l'information qui doit être accessible à tous », a souligné Max Hahn, ministre de la Famille et de l'Intégration, lors de son discours.

Le nouveau texte remplace l'approche d'« intégration » inscrite dans la loi de 2008 par un concept plus large et reflétant davantage la diversité de notre société, celui du « vivre-ensemble interculturel ». Ainsi, précédée d'une large consultation publique, la nouvelle loi a opéré une refonte globale des instruments du vivre-ensemble interculturel et a procédé à l'abrogation de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Concrètement la loi mettra en œuvre le vivre-ensemble interculturel à travers les instruments suivants:

- 1° le plan d'action national du vivre-ensemble interculturel ;
- 2° le pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel ;
- 3° le programme du vivre-ensemble interculturel ;
- 4° le pacte communal du vivre-ensemble interculturel.

Les nouveaux instruments de la loi sur le vivre-ensemble interculturel

Le **plan d'action national** définit les axes stratégiques du vivre-ensemble interculturel, les orientations et les objectifs politiques ainsi que les actions et les mesures à mettre en place.

Le **pacte citoyen** est un engagement moral que les personnes qui résident ou travaillent au Luxembourg peuvent signer pour souscrire aux valeurs du vivre-ensemble interculturel. La signature leur donne accès au programme du vivre-ensemble interculturel.

Le **programme du vivre-ensemble interculturel** remplace l'actuel contrat d'accueil et d'intégration et le parcours d'intégration accompagné pour offrir un large catalogue de modules d'apprentissage et d'informations relatives au Grand-Duché. Il est ouvert aux résidents mais également aux travailleurs transfrontaliers. Il sera continuellement adapté aux besoins des gens qui vivent dans le pays et vise une approche immersive qui permet aux participants de découvrir le fonctionnement du pays en les

mettant en contact avec des acteurs nationaux et locaux et en favorisant le dialogue et l'échange avec d'autres personnes résidant ou travaillant au Luxembourg.

Le **pacte communal du vivre-ensemble interculturel** accompagne les communes dans l'implémentation de leur stratégie au niveau local. A côté d'aides financières qui constituent une participation aux frais d'un coordinateur du pacte et qui subventionnent la mise en place de mesures dans la commune, le pacte offre également un accompagnement des communes signataires par des conseillers au vivre-ensemble interculturel, qui sont des agents de l'Etat.

Au niveau national, le texte crée un **conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel** qui participe à la mise en œuvre du vivre-ensemble interculturel. Il remplace l'actuel comité interministériel à l'intégration et le Conseil national pour étrangers. Il est composé de représentants de l'Etat, de la société civile et des communes. Cette composition garantira que les actions mises en place au Grand-Duché répondent aux besoins changeants de la société. L'accent est mis sur les communes ce qui se justifie par le fait que les barrières au vivre-ensemble sont le plus souvent identifiées au niveau local et les spécificités de chaque région et commune doivent être transmises au niveau national pour garantir une stratégie nationale cohérente.

Au niveau communal, les **commissions communales du vivre-ensemble interculturel** remplacent les commissions consultatives communales d'intégration (CCCI). Elles ont notamment pour missions d'identifier les priorités et d'éventuels obstacles rencontrés dans le domaine du vivre-ensemble interculturel au niveau communal, d'assister la commune dans le développement et la mise en œuvre des mesures et activités favorisant le vivre-ensemble interculturel au niveau communal et de promouvoir l'accès à l'information, la participation citoyenne et la vie associative. Les membres des commissions communales peuvent se présenter aux élections pour devenir représentants des communes au Conseil supérieur. Ce sont également les membres des commissions qui élisent les représentants communaux au Conseil supérieur. Les travailleurs transfrontaliers peuvent être membre dans la commission communale de la commune dans laquelle ils travaillent.

Le texte définit également des **aides financières** que l'Etat peut accorder dans le domaine du vivre-ensemble interculturel. Elles peuvent prendre la forme d'un subside, d'une participation financière aux frais de fonctionnement ou d'une participation financière aux dépenses d'investissement.

Enfin, dans tous les instruments, organes et autres mesures mis en place dans le cadre de ce texte, la **lutte contre le racisme et toute forme de discrimination au niveau de la commune** constitue un élément clé et transversal.

La nouvelle loi entrera en vigueur le premier janvier 2024.

Communiqué par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Law on intercultural living together and amending the amended law of 8 March 2017 on Luxembourg nationality voted by the Chamber of Deputies (20.07.2023)

On 20 July 2023, the Chamber of Deputies passed the law on intercultural living together and amending the amended law of 8 March 2017 on nationality.

This vote marks a paradigm shift: "We no longer distinguish between different statuses of a person, but focus on the needs and interests of each individual. Whether you are a refugee, a long-term foreign resident, a cross-border worker, a Luxembourger, or have arrived to Luxembourg recently: everyone can participate equally in all the programmes, activities and projects. To achieve this, we are placing particular emphasis on information, which must be accessible to everyone", said Max Hahn, Minister for Family Affairs and Integration, during his speech.

The new text replaces the "integration" approach set out in the 2008 law with a broader concept that better reflects the diversity of our society, that of "intercultural living together". Thus, preceded by a wide-ranging public consultation, the new law provides a comprehensive overhaul of the instruments of intercultural living together and repeals the amended law of 16 December 2008 on the integration of foreigners in the Grand Duchy of Luxembourg.

In concrete terms, the law will implement intercultural living together through the following instruments:

1. The national action plan for intercultural living together;
2. The citizens' pact of intercultural living together;
3. The intercultural living together programme;
4. The communal pact for intercultural living together.

The new instruments of the law of intercultural living together

The National Action Plan defines the strategic axes of intercultural living together, the political orientations and objectives as well as the actions and measures to be implemented.

The Citizens' Pact (Pacte citoyen) is a moral commitment that people who live or work in Luxembourg can sign to subscribe to the values of intercultural living together. The signature gives them access to the intercultural living together programme.

The Programme for Intercultural Living Together replaces the current Welcome and Integration Contract (CAI) and the Accompanied Integration Pathway (PIA) to offer a wide catalogue of learning modules and information about the Grand Duchy. It is open to residents but also to cross-border workers. It will be continuously adapted to the needs of people living in the country and aims at an immersive approach that allows participants to discover the functioning of the country by putting them in contact with national and local actors and by promoting dialogue and exchange with other people living or working in Luxembourg.

The Municipal Pact for Intercultural Living Together (Pakt vum Zesummeliewen) aims to support the municipalities in the implementation of their strategy at local level. In addition to financial aid, which contributes to the costs of a pact coordinator and subsidises the implementation of measures in the municipality, the pact also offers support to the signatory municipalities by intercultural living together advisors, who are state employees.

At the national level, the text aims to create a Conseil supérieur for Intercultural Living Together, which participates in the implementation of intercultural living together. It replaces the current inter-ministerial committee on integration and the National Council for Foreigners. It is composed of representatives of the state, civil society and municipalities. This composition ensures that the actions implemented in the Grand Duchy meet the changing needs of society. The focus is on the municipalities, which is justified by the fact that barriers to living together are most often identified at local level and the specificities of each region and municipality must be transmitted to the national level to ensure a coherent national strategy.

At the municipal level, the Municipal commissions for Intercultural Living Together replace the current Municipal advisory committees on integration. Their tasks include identifying priorities and possible obstacles in the field of intercultural living together at the municipal level, assisting the municipality in the development and implementation of measures and activities to promote intercultural living together at the municipal level, and promoting access to information, civic participation and community life. The members of the Municipal commissions can stand for election as representatives of the Municipalities to the Board of Governors. The members of the commissions also elect the municipal representatives to the Conseil supérieur. Cross-border workers can be members of the municipal committee of the municipality in which they work.

The text also defines the financial aid that the State can grant in the field of intercultural living together. This may take the form of a subsidy, a financial contribution to operating costs or a financial contribution to investment costs.

Finally, in all the instruments, bodies and other measures put in place under this text, the fight against racism and all forms of discrimination is a key, cross-cutting element.

The new law will come into force on 1 January 2024.

Released by: Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region

Parlament verabschiedet Gesetz zum interkulturellen
Zusammenleben und zur Änderung des geänderten Gesetzes vom 8.
März 2017 über die luxemburgische Staatsangehörigkeit (20.07.2023)

Am 20. Juli 2023 hat die Abgeordnetenversammlung das Gesetz zum interkulturellen Zusammenleben und zur Änderung des geänderten Gesetzes vom 8. März 2017 über die Staatsangehörigkeit verabschiedet.

Diese Abstimmung markiert einen Paradigmenwechsel: „Wir unterscheiden nicht mehr zwischen den Statuten der Personen, sondern interessieren uns für die persönlichen Bedürfnisse und Interessen jedes Einzelnen. So spielt es keine Rolle, ob man Flüchtling, Neuankömmling, langjährig ansässiger Nicht-Luxemburger, Grenzgänger oder Luxemburger ist - jeder kann gleichermaßen an allen Programmen, Aktivitäten und Projekten im Land teilnehmen. Um dies zu erreichen, legen wir besonderen Wert darauf, dass alle Informationen, die gebraucht werden um die Teilnahme zu ermöglichen, für alle zugänglich sein müssen“, betonte Max Hahn, Minister für Familie und Integration, während seiner Ansprache.

Der neue Text ersetzt den im Gesetz von 2008 enthaltenen Ansatz der „Integration“ durch ein umfassenderes Konzept, das die Vielfalt unserer Gesellschaft besser widerspiegelt, nämlich das des „interkulturellen Zusammenlebens“. Das neue Gesetz, dem eine umfassende öffentliche Konsultation vorausging, beinhaltet eine umfassende Überarbeitung der Instrumente des interkulturellen Zusammenlebens und hebt das geänderte Gesetz vom 16. Dezember 2008 über die Integration von Ausländern im Großherzogtum Luxemburg auf.

Konkret zielt der Text darauf ab, das interkulturelle Zusammenleben durch die folgenden Instrumente umzusetzen:

1. Der Nationale Aktionsplan für das interkulturelle Zusammenleben;
2. Der *Pacte citoyen* für das interkulturelle Zusammenleben;
3. Das Programm für das interkulturelle Zusammenleben;
4. Der Gemeindepakt für interkulturelles Zusammenleben (Pakt vom Zesummeliewen).

Die neuen Instrumente des Gesetzes zum interkulturellen Zusammenleben

Der Nationale Aktionsplan legt die strategischen Achsen des interkulturellen Zusammenlebens, die politischen Leitlinien und Ziele sowie die zu ergreifenden Aktionen und Maßnahmen fest.

Der *Pacte citoyen* ist eine moralische Verpflichtung, die Personen, die in Luxemburg wohnen oder arbeiten, eingehen können, um sich den Werten des interkulturellen Zusammenlebens zu verschreiben. Mit der Einschreibung erhalten sie Zugang zum Programm für interkulturelles Zusammenleben.

Das Programm für das interkulturelle Zusammenleben ersetzt den derzeitigen Aufnahme- und Integrationsvertrag (CAI) und den begleiteten Integrationsprozess (PIA) und bietet einen breiten Katalog von Lernmodulen und Informationen über das Großherzogtum. Das Programm steht nicht nur den Einwohnern, sondern auch den Grenzgängern offen. Es wird kontinuierlich an die Bedürfnisse der Menschen, die im Land leben, angepasst und zielt auf einen immersiven Ansatz ab, der es den Teilnehmern ermöglicht, die Funktionsweise des Landes zu entdecken, indem er sie mit nationalen und lokalen Akteuren in Kontakt bringt und den Dialog und Austausch mit anderen Personen, die in Luxemburg leben oder arbeiten, fördert.

Der Gemeindepakt für das interkulturelle Zusammenleben (Pakt vom Zesummeliewen) soll die Gemeinden bei der Umsetzung ihrer Strategie auf lokaler Ebene unterstützen. Neben finanziellen Hilfen, bei denen es sich einerseits um eine Beteiligung an den Kosten zur Einstellung eines Koordinators handelt und andererseits um eine Unterstützung zur Umsetzung von Maßnahmen im

Rahmen des Paktes in der Gemeinde, bietet der Pakt auch eine Begleitung der Unterzeichnergemeinden durch Berater für das interkulturelle Zusammenleben, die beim Staat angestellt sind.

Auf nationaler Ebene soll mit dem Text ein Conseil supérieur für das interkulturelle Zusammenleben geschaffen werden, der an der Umsetzung des interkulturellen Zusammenlebens mitwirkt. Er soll den derzeitigen Interministeriellen Ausschuss für Integration und den Nationalen Ausländerrat ersetzen. Er setzt sich aus Vertretern des Staates, der Zivilgesellschaft und der Gemeinden zusammen. Diese Zusammensetzung stellt sicher, dass die im Großherzogtum eingeführten Maßnahmen den sich ändernden Bedürfnissen der Gesellschaft gerecht werden. Der Schwerpunkt liegt auf den Gemeinden, was dadurch gerechtfertigt ist, dass Barrieren für das Zusammenleben meist auf lokaler Ebene identifiziert werden und die Besonderheiten der einzelnen Regionen und Gemeinden auf die nationale Ebene übertragen werden müssen, um eine kohärente nationale Strategie zu gewährleisten.

Auf kommunaler Ebene ersetzen die Kommunalen Kommissionen für das interkulturelle Zusammenleben die bisherigen beratenden kommunalen Integrationskommissionen. Zu ihren Aufgaben gehören die Ermittlung von Prioritäten und möglichen Hindernissen im Bereich des interkulturellen Zusammenlebens auf kommunaler Ebene, die Unterstützung der Gemeinde bei der Entwicklung und Umsetzung von Maßnahmen und Aktivitäten, die das interkulturelle Zusammenleben auf kommunaler Ebene fördern, sowie die Förderung des Zugangs zu Informationen, der Bürgerbeteiligung und des Vereinslebens. Die Mitglieder der Gemeindeausschüsse können bei den Wahlen zum Vertreter der Gemeinden im Conseil supérieur kandidieren. Es sind auch die Mitglieder der Ausschüsse, die die kommunalen Vertreter im Conseil supérieur wählen. Grenzgänger können Mitglied in der Kommunalen Kommission der Gemeinde sein, in der sie arbeiten.

Der Text definiert auch finanzielle Hilfen, die der Staat im Bereich des interkulturellen Zusammenlebens gewähren kann. Sie können in Form eines Zuschusses, einer finanziellen Beteiligung an den Betriebskosten oder einer finanziellen Beteiligung an den Investitionsausgaben erfolgen.

Schließlich ist bei allen Instrumenten, Gremien und anderen Maßnahmen, die im Rahmen dieses Textes eingerichtet wurden, die Bekämpfung von Rassismus und jeglicher Form von Diskriminierung ein zentrales und übergreifendes Element.

Das neue Gesetz wird am 1. Januar 2024 in Kraft treten.

Mitgeteilt von: Ministerium für Familie, Integration und die Großregion

Contact presse :

Anne DAEMS

Département de l'intégration

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

E-mail : anne.daems@fm.etat.lu

Tél. : (+352) 247- 86530

Michèle ZAHLEN

Département de l'intégration

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

E-mail : michele.zahlen@integration.etat.lu

Tél.: (+352) 247- 83619